



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Politique de maintien de l'ordre

Question au Gouvernement n° 3105

Texte de la question

POLITIQUE DE MAINTIEN DE L'ORDRE

M. le président. La parole est à M. Olivier Dassault.

M. Olivier Dassault. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Après le confinement, nous rêvions d'une France libérée, mobilisée, volontaire, encouragée par la reconstruction d'un temps perdu. Nous espérons une communion nationale, le pays surmontant ses inhibitions, fier des « soutiers de la gloire », pour reprendre la si belle expression de Pierre Brossolette. Nous souhaitons un monde d'après plus responsable, plus serein, plus harmonieux, heureux de retourner au travail, de se rendre au marché, dans les parcs et aux terrasses de café.

Que reste-t-il de l'invictus ? Un destin effondré,...

M. Jimmy Pahun. Oh !

M. Olivier Dassault. ...des châtiments publics. Victor Schoelcher ou le général de Gaulle ? Les partisans du roman national tombent les uns après les autres sous les coups des censeurs d'une épuration éthique. Jusqu'où laisserez-vous aller ce combat sans nuances et cette exhibition sans décence ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LR. – Mme Agnès Thill applaudit également.*)

L'angoisse des images, la violence des mots, la suspicion des uns par les autres s'ajoutent à la fragilité des instants, à la crise économique sans précédent qui fissure le quotidien des Français. La perfusion financière de l'économie ne suffira pas si les tensions s'exacerbent.

Dans ces fractures, vous avez sculpté la police et la gendarmerie en boucs émissaires. Les attentats de *Charlie Hebdo* ont-ils été oubliés ? La mort héroïque du colonel Arnaud Beltrame ignorée ? Et tous les autres morts et blessés sous l'uniforme ?

Pendant ce temps, la délinquance se frotte les mains parce que la République se bande les yeux ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes LR et UDI-I ainsi que parmi les députés non inscrits.*)

Le pouvoir est affaibli, la France à fleur de peau. Les relents âcres du passé s'immiscent dans le présent. Que restera-t-il si vous cédez au retranchement ? Comptez-vous réaffirmer les valeurs de la République et faire acte d'autorité pour protéger et servir la nation ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes LR et UDI-I. – M. Sébastien Chenu applaudit également.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Christian Hutin. Il ne sera pas meilleur, mais c'est toujours sympathique.

M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur. Nous avons senti, monsieur Dassault, dans la première partie de votre question, le plaisir des mots. Ceux que j'ai prononcés lundi dernier, quand, comme vous, j'ai exprimé mon soutien, mon admiration, ma fierté et mon engagement à la police, à la gendarmerie et aux forces de sécurité intérieures, très peu les ont lus et commentés. Ce sont pourtant des mots de cette teneur que j'ai prononcés lundi dernier ! *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe LaREM.)*

M. Michel Herbillon. Il était temps !

M. Christophe Castaner, ministre. Et ceux qui ont réellement écouté mes paroles plutôt que les commentaires que l'on en a faits n'y auront perçu ni lâchage, ni absence de courage.

M. Pierre Cordier. Ils ont donc mal compris ?

M. Michel Herbillon. On se demande pourquoi il y a des manifestations ?

M. Christophe Castaner, ministre. Il est essentiel de regarder la réalité en face : notre société est traversée de tensions, que certains ne cessent d'exploiter et contre lesquelles nous devons lutter. Nous avons donc des adversaires communs : ceux qui en veulent à la République et qui veulent la faire tomber. C'est pourquoi nous devons, monsieur le député, nous mobiliser pour défendre les policiers, les gendarmes et les militaires, à l'étranger comme sur le territoire national. Ce sont les gardiens des valeurs de la République. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)*

Ce sont eux les garants de la sécurité et de la liberté qui fondent notre République.

M. Maxime Minot. Il faut les soutenir !

M. Christophe Castaner, ministre. Mais s'il n'y a pas de lâchage, il n'y a pas non plus d'abandon d'autorité. Il appartient au ministre de l'intérieur d'assumer son devoir d'autorité afin de satisfaire l'exigence d'éthique, de morale et de responsabilité qui est la nôtre...

M. Pierre Cordier. Il ne suffit pas de le dire, il faut agir !

M. Maxime Minot. Sortez de vos salons dorés, allez sur le terrain !

M. Christophe Castaner, ministre. ...et que les forces de sécurité intérieures partagent – je le sais, car je vis avec elles au quotidien depuis vingt mois. En aucun cas, l'institution ne mettrait à mal l'éthique qui est la sienne. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

M. Maxime Minot. Ils n'ont plus confiance en vous !

M. Jean-Pierre Vigier. Il faut les soutenir plus fortement que cela !

M. le président. La parole est à M. Olivier Dassault.

M. Olivier Dassault. Sans doute, monsieur le ministre, mais pourquoi alors les forces de l'ordre manifestent-elles et les personnels soignants sont-ils cet après-midi aux portes du Palais Bourbon ?

« Entre possible et impossible, deux lettres et un état d'esprit », disait le général de Gaulle... *(Applaudissements sur les bancs du groupe LR. – M. Meyer Habib applaudit également.)*

Données clés

Auteur : [M. Olivier Dassault](#)

Circonscription : Oise (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3105

Rubrique : Sécurité des biens et des personnes

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 juin 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 juin 2020](#)